

REPUBLIQUE DU BENIN  
-----  
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
-----

DECRET N° 96-50 du 14 Mars 1996

portant autorisation de perception  
des impôts et taxes et d'exécution  
des dépenses des Collectivités Locales  
par douzièmes provisoires au titre  
du premier trimestre de la Gestion  
Budgétaire 1996.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,  
CHEF DE L'ETAT,  
CHEF DU GOUVERNEMENT,

- VU La Loi n° 90-032 du 11 Décembre 1990, portant  
Constitution de la République du Bénin ;
- VU La Loi n° 90-008 du 23 Mai 1990, portant organisation  
et attributions des Circonscriptions Administratives  
durant la période de transition ;
- VU la Loi n° 95-013 du 26 Septembre 1995, portant Loi de  
Finances rectificative pour la Gestion 1995 ;
- VU la Décision n° 91-042/HCR/PT du 30 Mars 1991, portant  
proclamation des résultats définitifs du deuxième tour  
des élections présidentielles du 24 Mars 1991 ;

- VU le Décret n° 95-381 du 22 Novembre 1995, portant composition du Gouvernement ;
- VU le Décret n° 95-198 du 11 Juillet 1995, portant approbation des Budgets Primitifs Gestion 1995 des Circonscriptions Administratives de l'Ouémé ;
- VU le Décret n° 95-199 du 11 Juillet 1995, portant approbation des Budgets Primitifs Gestion 1995 des Circonscriptions Administratives de l'Atlantique ;
- VU le Décret n° 95-200 du 11 Juillet 1995, portant approbation des Budgets Primitifs Gestion 1995 des Circonscriptions Administratives du Mono ;
- VU le Décret n° 95-201 du 11 Juillet 1995, portant approbation des Budgets Primitifs Gestion 1995 des Circonscriptions Administratives du Zou ;
- VU le Décret n° 95-202 du 11 Juillet 1995, portant approbation des Budgets Primitifs Gestion 1995 des Circonscriptions Administratives du Borgou ;
- VU le Décret n° 95-203 du 11 Juillet 1995, portant approbation des Budgets Primitifs Gestion 1995 des Circonscriptions Administratives de l'Atacora ;
- VU le Décret n° 95-321 du 27 Octobre 1995, portant approbation du Collectif Budgétaire, de la Préfecture de Cotonou, Gestion 1995 ;

VU le Décret n° 95-322 du 27 Octobre 1995, portant approbation du Collectif Budgétaire, Gestion 1995, de la Circonscription Urbaine de Cotonou ;

VU le Décret n° 96-006 du 4 janvier 1996, portant approbation du Collectif budgétaire de la Préfecture de Porto-Novo, Gestion 1995 ;

VU le Décret n° 96-007 du 4 Janvier 1996, portant approbation du Collectif budgétaire de la Circonscription Urbaine de Porto-Novo, Gestion 1995.

Sur Proposition du Ministre des Finances ;

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance extraordinaire du 12 Mars 1996.

#### D E C R E T E

Article 1er. - En attendant l'approbation des Budgets Primitifs des Collectivités Locales pour la Gestion 1996, sont autorisées pendant le premier trimestre de l'année 1996 :

- la perception, sur la base des dispositions législatives et réglementaires en vigueur en 1995, des impôts, taxes, produits et revenus affectés aux Collectivités Locales ;

- l'exécution, tous les mois, des dépenses des budgets des Collectivités Locales dans la limite du douzième des crédits ouverts aux Budgets Primitifs ou aux Collectifs Budgétaires Gestion 1995.

Article 2.- Les décaissements relatifs à l'exécution des dépenses doivent rester dans la limite des recettes recouvrées.

Article 3.- Les autorisations ainsi données deviennent caduques dès l'adoption des Budgets Primitifs des Collectivités Locales, Gestion 1996.

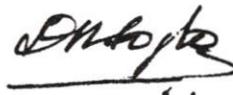
Article 4.- Les crédits consommés viendront en déduction de ceux ouverts aux Budgets Primitifs, Gestion 1996.

Article 5.- Les Ordonnateurs et les Comptables des budgets locaux, le Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent Décret qui prend effet pour compter du 1er Janvier 1996.

Article 6.- Le présent Décret sera publié au Journal Officiel.-

Fait à Cotonou, le 12 Mars 1996

Par le Président de la République,  
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,



Nicéphore SOGLO.-

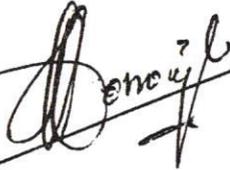
Le Ministre d'Etat, Chargé de la  
Coordination de l'Action Gouverne-  
mentale et de la Défense Nationale,



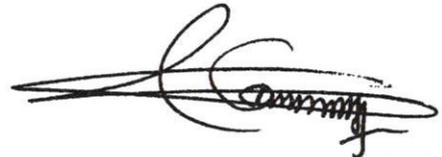
Désiré VIEYRA.-

Le Ministre des Finances,

Le Ministre de l'Intérieur,  
de la Sécurité et de  
l'Administration Territoriale,



Paul DOSSOU.-



Antoine Alabi GBEGAN.-

AMPLIATIONS: PR 6- AN 4- CS 2- CC 2- HAAC 2- CES 2 -MF 4-ME 4  
MISAT 4 - Autres Ministères 19- SGG 4 - DLC- DGBM 1 - CF 1 -  
DGTCPC 2 - CIRC. ADM 12- G/CONB-UNB-FASJEP - ENA 4 ; BN- DAN 2  
IGF 1- IGAA 1-JORB 1.